Informations de base	
2025/2149(DEC) DEC - Procédure de décharge	Procédure terminée
Décharge 2024: Budget général de l'UE - Cour des comptes **Subject** 8.70.03.14 Décharge 2024	

Acteurs principaux

Parlement européen

Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
CONT Contrôle budgétaire	TRIDICO Pasquale (The Left)	26/09/2025
	Rapporteur(e) fictif/fictive CHINNICI Caterina (EPP) MOLNÁR Csaba (S&D) KNOTEK Ondřej (PfE) STURDZA Şerban Dimitrie (ECR) CHASTEL Olivier (Renew)	

Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
AFET Affaires étrangères	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
SEDE Sécurité et défense	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
DEVE Développement	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
INTA Commerce international	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
BUDG Budgets	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
ECON Affaires économiques et monétaires		

	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
EMPL Emploi et affaires sociales	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
ENVI Environnement, climat et sécurité alimentaire	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
SANT Santé publique	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
ITRE Industrie, recherche et énergie	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
TRAN Transports et tourisme	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
REGI Développement régional	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
AGRI Agriculture et développement rural	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
PECH Pêche	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
CULT Culture et éducation	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
JURI Affaires juridiques	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
AFCO Affaires constitutionnelles	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
FEMM Droits de la femme et égalité des genres	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	

Commission européenne	DG de la Commission: Budget Commissaire: SERAFIN Piotr

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
25/06/2025	Publication du document de base non-législatif	COM(2025)0359	
09/09/2025	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
02/03/2026	Vote en commission		
24/03/2026	Dépôt du rapport de la commission	A10-0052/2026	
28/04/2026	Débat en plénière		
29/04/2026	Décision du Parlement	T10-0129/2026	Résumé
29/04/2026	Résultat du vote au parlement		
10/09/2026	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques

Référence de la procédure	2025/2149(DEC)
Type de procédure	DEC - Procédure de décharge
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	CONT/10/03434

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE778.062	16/12/2025	
Amendements déposés en commission		PE782.521	28/01/2026	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A10-0052/2026	24/03/2026	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T10-0129/2026	29/04/2026	Résumé

Conseil de l'Union

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base non législatif complémentaire	05749/2026	17/02/2026	

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base non législatif	COM(2025)0359	25/06/2025	

Informations complémentaires		
Source	**Document**	**Date**
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final
Budget 2026/1584 JO OJ L 10.09.2026

Décharge 2024: Budget général de l'UE - Cour des comptes

2025/2149(DEC) - 29/04/2026 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé de **donner décharge** au secrétaire général de la Cour des comptes sur l'exécution du budget de la Cour des comptes pour l'exercice 2024.

Dans sa résolution, adoptée par 343 voix pour, 160 contre et 150 abstentions, le Parlement a formulé les observations suivantes:

Gestion budgétaire et financière

Le budget global de la Cour pour 2024 s'est élevé à **185.655.890 euros**, soit une augmentation de 6,05% par rapport aux 175.059.922 euros de 2023, principalement due aux ajustements salariaux. En 2024, 89,50% des crédits (contre 88,50% en 2023) ont été alloués à ses membres et à son personnel, tandis que 10,50% ont été consacrés aux bâtiments, aux équipements et aux dépenses diverses (contre 11,60% en 2023).

Les taux de mise en œuvre des engagements et des paiements pour 2024 sont restés élevés, quasiment identiques à ceux de 2023. Le taux d'utilisation des crédits s'est établi à **97,30%** et les paiements ont représenté 94,81% du total des engagements en 2024.

Gestion interne, performance et contrôle interne

En 2024, la Cour a présenté 2 rapports annuels, 3 rapports annuels spécifiques, 28 rapports spéciaux, 4 examens et 3 avis, soit un total de 40 éléments (contre 45 éléments en 2023).

Concernant **l'accès de la Cour à FENIX**, l'outil de communication d'informations relatif à la facilité pour la reprise et la résilience (FRR), le Parlement a déploré que cet accès demeure problématique, la Commission n'ayant accordé à la Cour qu'un accès partiel à certains modules de FENIX, et les informations qu'il contient n'étant pas mises à jour en temps opportun. Il s'est félicité de l'augmentation constatée du nombre d'utilisateurs de la Cour ayant accès à FENIX et a néanmoins soutenu la demande de la Cour auprès de la Commission d'obtenir un accès complet dans les meilleurs délais.

Autres observations

Le Parlement a noté que :

- fin 2024, la Cour comptait **961 membres du personnel**. 54% de son personnel étaient des femmes et 46% des hommes. Le Parlement a déploré que les femmes ne représentent que 30% de la haute direction de la Cour, soit le même pourcentage qu'en 2023;

- **13 cas d'épuisement professionnel** ont été signalés en 2024, contre 7 cas en 2023;

- la Cour refuse toujours de lever l'immunité de son ancien président dans le cadre d'une enquête pénale en cours;

- en 2024, la Cour, conjointement avec la CJUE, a invité la Commission à participer à un **dialogue interinstitutionnel** en vue de convenir d'un système unique concernant l'utilisation des véhicules de service, à appliquer horizontalement, ce qui réduirait la confusion et augmenterait la transparence et l'efficacité dans l'utilisation des fonds publics;

- la Cour a renforcé sa **gouvernance en matière d'IA**, avec la mise en place du Comité consultatif sur l'IA et la nomination d'un correspondant en IA en 2024;

- bien que des progrès aient été réalisés en matière de **cybersécurité**, la Cour a subi une cyberattaque, revendiquée par un groupe pro-russe, qui a mis hors service son site web public, dans le cadre d'une action coordonnée visant à déstabiliser les élections européennes de 2024;

- malgré un meilleur accès aux documents et informations de la **Banque européenne d'investissement** (BEI), la Cour n'a pas le mandat d'auditer les opérations financées par les fonds propres de la BEI;

- le budget alloué aux activités de **communication** et de promotion de la Cour s'élevait à 225.000 EUR (soit le même montant qu'en 2023), avec un taux d'utilisation de 92,32% (contre 81,13% en 2023), la majeure partie du budget étant consacrée aux services de veille médiatique (80.000 EUR) et aux actions de presse (18.133,91 EUR).